

## Traitement de conflits relatifs à la gestion de l'environnement : les journalistes s'engagent.



En partenariat avec le CESTI, la Fondation Konrad Adenauer a organisé les 21 et 22 janvier 2013, un atelier de formation au profit de l'Association des Journalistes en Régions Frontalières (AJRF) sur la thématique Traitement de conflits relatifs à la gestion de l'environnement. A la suite d'une certaine prise de conscience, ils ont pris l'engagement d'alerter et de contribuer à l'éducation environnementale.

Avec 1 606 524 ha de forêts couvrant près de 95% de son territoire, Kédougou, région aux multiples ressources (or, fer...) n'est pas à l'abri des conflits relatifs à la gestion de son environnement.

Tous les jours, les actions de l'homme sur la flore et la faune (par les feux de brousse, les bucherons, les charbonniers, les récolteurs de vin palme ou de rônier, les orpailleurs, les transhumants, les sociétés minières...) participent à la déforestation.

Dans cette partie du pays, il n'existe pas de cadre de gestion des produits chimiques dangereux (mercure, cyanure, pesticides). On note par ailleurs un manque de mise à jour et d'harmonisation de la législation, une faible implication du secteur privé dans la gestion de l'environnement.

Or, cette situation pose des défis énormes à relever pour une meilleure gestion des questions environnementales. Et « ces défis ne seront relevés que si les détenteurs du « quatrième pouvoir » (les journalistes) arrivent à accomplir correctement leur mission en

déroulant une bonne stratégie de communication » a laissé entendre Mme Ute Bocandé, représentante résidente adjointe de la Fondation Konrad Adenauer.

C'est pourquoi, la fondation Konrad Adenauer, très engagée aux côtés des communautés pour la promotion de la démocratie, la paix, la justice, le développement économique et social, la gestion de l'environnement ne s'est pas trompée en organisant cet atelier.



Ainsi, grâce au partenariat qu'elle a noué avec le CESTI, pendant deux jours, les 21 et 22 janvier 2013, des journalistes des régions de Kolda, Tambacounda, Ziguinchor, entre autres ont effectué le déplacement sur Kédougou pour prendre part à cet atelier.

D'autant plus que la problématique de la gestion de l'environnement est une question humaine. Et « que le traitement de conflits relatifs à la gestion de l'environnement interpelle tout un chacun (notre vie et celle des générations futures). Les conflits naissent quand on veut accéder aux ressources ou lorsqu'on veut les contrôler... » a précisé M Mouhamadou Lamine Barro, le secrétaire général de l'AJRF.

Vu l'importance de la thématique, M Tama Bindia, 1<sup>er</sup> adjoint au maire et M Maroufou Touré 1<sup>er</sup> vice-président du conseil régional ont pris part à la cérémonie d'ouverture présidée par M Mamadou Gueye adjoint au gouverneur chargé de développement.

« Nous saluons l'initiative de la fondation Konrad Adenauer qui accompagne l'Etat dans la gestion de

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

SENEGAL

ADAMA DIABY

Janvier 2013

[www.kas.de/senegal-mali](http://www.kas.de/senegal-mali)

l'environnement. Nous osons espérer que cette session permettra le renforcement des capacités des journalistes pour une meilleure prise de conscience en vue d'alerter l'opinion sur la gestion des conflits environnementaux » a soutenu le représentant de l'Etat.

Les participants ont échangé de long en large sur deux axes notamment sur l'Éthique et la déontologie journalistiques dans le cadre de conflits potentiels ou réels et sur la problématique de la gestion de l'environnement.



Le journaliste et les faits

A partir d'anecdotes tirées de ses expériences et des sujets d'actualité M Hamidou Sagna, chef de service des relations publiques et de la documentation au ministère de la communication, des télécommunications et de l'économie numérique a évoqué quelques pistes pour montrer la posture que doit avoir un journaliste.

« Le journaliste est un homme qui alerte-un homme qui éduque-un homme qui prévient et doit éviter de donner une information déséquilibrée. Il ne doit pas transgresser la charte de Munich qui définit clairement les 10 devoirs et ses 5 droits. Les journalistes doivent la charte en faire un bréviaire respecter... »

Aussi a-t-il ajouté : « il faut éviter toute forme de pression, dire ce qui se passe et éviter les commentaires sinon on va brouiller les pistes. On a trop habitude le public à l'arrière-plan. »

Sur le deuxième axe problématique de la gestion de l'environnement dans la

région, Me Jacques Diouf président de l'Association Sénégalaise des Amis de la Nature(ASAN) section Kédougou s'est appesanti sur une mise en exergue des types de conflits (conflits d'intérêts qui visent un avantage à protéger, des conflits latents ou larvés et des conflits déclarés) liés à la gestion de l'environnement à Kédougou .

Kédougou est comme un enfant victime de malnutrition sévère

Cette belle région est en train de perdre de sa beauté du fait de l'exploitation abusive incontrôlée de ses ressources. « On note une absence d'éducation relative à l'environnement, pas de plan de gestion des ressources naturelles et pas de mesures d'accompagnement. Kédougou ressemble à un enfant victime de malnutrition sévère, et pourrait également être comparée à une vache laitière » a soutenu M Diouf.

Force est de constater par ailleurs une certaine démission et léthargie dans la réaction des collectivités locales ,des services techniques et des populations qui se réfugient souvent derrière le manque de moyens pour ne mener que peu d'actions concrètes en faveur de notre environnement.



La sensibilisation, la seule alternative pour l'éveil des consciences

Les exposés ont suscité des échanges fructueux entre les participants et différentes recommandations ont été formulées.

Il s'agit d'enseigner le comportement en mettant l'accent sur la sensibilisation (action préventive) qui doit être un travail continu. Il faut s'engager et dénoncer les auteurs des feux de

**Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.**

**SENEGAL**

ADAMA DIABY

**Janvier 2013**

**[www.kas.de/senegal-mali](http://www.kas.de/senegal-mali)**

brousse, les braconniers ... puisqu'un agent des eaux et forêts ne peut être derrière chaque citoyen.

Et « s'inspirer de l'expérience allemande en privilégiant la valorisation et la consommation des produits locaux (conservent les vitamines) .Et cela demande moins de dépenses en énergie (carburant) pour la transformation et le transport, éviter les sachets en plastique, les consommables, le trop de confort... s'inscrire dans la politique d'économie verte. Mener à tout moment en tout lieu des gestes écocitoyens... » a ajouté Mme Ute Bocardé qui s'est réjouie de la qualité des échanges.

La deuxième journée a été consacrée à des activités pratiques de reportage, d'interviews sur le terrain. La présentation des productions a suscité d'autres discussions qui ont permis à chacun d'apporter sa pierre à l'édifice. Les participants ont encore renouvelé leurs engagements en faveur de la protection de l'environnement.

Correspondance (Adama Diaby)